

École Émancipée

CONTRIBUTION AU DEBAT A L'ENTREE DU CDFN du 16 SEPT.-08

Alors que Sarkozy venait d'être élu et surfait sur une popularité qui semblait indéboulonnable, la rentrée 2007 a vu très vite des luttes sociales prendre le dessus. Régimes spéciaux, fonctionnaires, caissières de Supermarchés, Lycéens, parents d'élèves et enseignants, travailleurs sans papiers, RESF... d'octobre 2007 à juin 2008 les mobilisations se succédèrent, au rythme de journées d'action, avec les résultats que l'on sait. Si ces mobilisations ont permis de commencer à réagir, parfois de temporiser, chacun sait que la politique mise en œuvre « il faut en finir avec un modèle social qui ne marche pas » n'a pas été remise en cause. Pire le gouvernement la poursuit chaque jour en poussant les feux dans tous les domaines, remodelant en profondeur la société.

Attentisme ou refus de « faire semblant »

D'où une rentrée 2008 qui surprend tous les stratèges et autres journalistes qui s'interrogent «*Les syndicats divisés peinent à peser sur la rentrée sociale* » ou «*Drôle de rentrée dans l'éducation* » !

Nous-mêmes, nous l'avons dit depuis juillet, nous refusons de repartir dans une succession de journées de grève ponctuelles et disparates (salaires, projet éducatif, La Poste, protection sociale...) sans nous donner les moyens de construire une action dans la durée, crédible pour les salariés et la population pour imposer reculs et autres choix. La manifestation, nationale ou pas, la grève, de 24h ou reconductible, la lutte, sectorielle ou convergente, sociétale ou corporatiste... ne prendront sens que si nous expliquons clairement ce qu'il en est, de la politique suivie, de ce qui est en jeu et de ce que l'on veut obtenir. «*La première des batailles à mener, et la plus décisive, est une bataille d'idées.*» écrit Jacques Généreux.

Or la plupart des politiques qui gouvernent, ou aspirent à le faire, certains des dirigeants syndicaux « qui comptent », se sont ralliés aux fondements idéologiques du néo-libéralisme et aux valeurs sur lesquelles il s'appuie. D'où leur impuissance à expliquer, dénoncer et s'opposer sur le fond. La conférence de presse de rentrée de la CFDT en est un « sommet ».

La privatisation des esprits

Le travail de privatisation des esprits a précédé celui de la privatisation de l'État. Depuis le fameux « tournant » de 1983 en France, la « concurrence libre et non faussée » qui régnait en maître dans les pays anglo-saxons, et sur laquelle d'ailleurs ils reviennent en partie au vu des catastrophes qui en ont découlé, s'est imposée en France. Instiller une culture anti-fonctionnaire, anti-administration et anti impôts. Creuser les déficits pour créer l'illusion que le pays « vit au dessus de ses moyens » pour ensuite « réformer » l'État et privatiser les services publics et la protection sociale. Les néolibéraux savent qu'ils ont gagné le jour où, dans l'imaginaire collectif, les résistants à la « primauté du marché » n'incarnent plus le progrès, mais la défense d'un monde ancien et dépassé. Ils peuvent alors « faire payer les pauvres pour améliorer le sort des riches ». C'est ce qui commence.

Le but des néolibéraux n'est pas d'affaiblir l'État, mais de disposer à leur guise d'États assez puissants pour imposer à

l'intérieur comme à l'extérieur, un ordre conforme à leurs intérêts et à leur vision du monde. La révolution libérale des années 80 n'appelle pas une contre-révolution étatiste qui remettrait les commandes de l'économie aux mains du pouvoir central. **Elle appelle une révolution démocratique qui refonderait une culture du bien commun et remettrait les commandes du pouvoir aux mains de tous les citoyens.**

Laïcité

Après le Dalai Lama, en visite religieuse, bénissant Madame Sarkozy et Monsieur Kouchner, c'est le Pape qui est venu visiter la famille présidentielle, qui espérait un miracle. Le Chanoine de Latran persiste et signe sur la voie de sa « laïcité positive » accompagné par le transfuge Max Gallo. La FSU ne doit pas sous-estimer les dangers du retour d'un intégrisme qui en France comme ailleurs, catholique ou musulman, se nourrit d'abord de l'alignement des politiques sur le néo libéralisme et ses dégâts.

Les SP : un enjeu de société

Après les autres Services Publics, voilà le tour de La Poste déjà « ouverte à la concurrence ». Saurons-nous cette fois déjouer les pièges, les divisions, et mener une campagne d'opinion, via un referendum, pour y faire obstacle ? C'est une de nos tâches, elle est à notre portée.

Comme est à notre portée, et heureusement bien enclenchée celle-là, la mobilisation contre le fichier Edvige. Après base-élèves, cette bataille montre qu'il faut du temps pour informer, convaincre, rassembler, mais que si l'on a un cadre très large et unitaire, une campagne déterminée des organisations représentatives, alors, comme pour les sans papiers, la population montre, sur des sujets de société lourds sa capacité à résister lorsqu'on l'organise.

La difficulté a engagé un processus similaire sur l'ordonnance de 45 et l'enfermement des mineurs ne doit pas nous faire oublier que sur ce terrain aussi l'idéologie néo-libérale a fait des progrès.

Après le code du travail, les 35h, les heures supplémentaires qui se sont traduit par une reprise sérieuse et durable du chômage, le gouvernement vient de finaliser le RSA.

Réussissant le tour de force de faire croire à une taxation du capital il a parfaitement occulté l'offensive lancée contre les

chômeurs contraints d'accepter la précarité et la pauvreté au travail.

Le prochain chantier est celui de la protection sociale dans toutes ses dimensions. A nouveau le silence de la gauche et des confédérations est assourdissant. Alors que des mobilisations ont lieu contre les fermetures d'hôpitaux, alors que des collectifs tentent de lutter contre la remise en cause d'un système solidaire, les confédérations semblent comme sur les autres sujets oublier de mener campagne, d'expliquer, de dénoncer la casse du dernier pilier d'un système social certes imparfait et à améliorer mais qui fait encore une des forces de la société française.

Le chômage de masse, la précarisation et l'aggravation des inégalités progressent ; l'éclatement du salariat, la nouvelle organisation hiérarchique et l'employabilité font leur chemin dans les entreprises dans un contexte de « Crise » économique et de baisse du pouvoir d'achat (et les services publics en participent) ... tous les ingrédients sont réunis pour une riposte générale, privé-public. C'est ce que l'on avait espéré (ce que l'on nous avait fait espérer !) dans l'annonce du 7 octobre. A l'arrivée il semble bien que les grandes manœuvres syndicales à la veille des élections prud'homales, vont, comme le 17 juin dernier, réussir à vider de son sens ce qui risque d'être le seul rendez-vous de cette rentrée.

Comment s'étonner dès lors de « l'attentisme ».

Les confédérations, au lieu de se saisir des questions essentielles des SP pour en faire un enjeu de société et non une lutte des seuls fonctionnaires, reprochent aux organisations des SP leur « corporatisme » et regardent, au mieux avec résignation, au pire avec mépris leurs combats contre la RGPP, les privatisations et autres liquidation des outils de solidarité. Au final, comme on l'a vu le 17 juin, tout le monde perd !

Il est pourtant plus que temps de reprendre la main car « *quand une société troque la sécurité sociale pour la sécurité tout court elle prend en réalité le chemin de l'insécurité générale.* »

L'Education

L'Education, comme la Santé, fait partie des grands chantiers du gouvernement, mais aussi des grandes demandes de la population. Là encore, et cette fois nous sommes au premier rang, il faut bien constater la très grande difficulté, ou bien le refus pour certains, de rendre lisible et compréhensible ce qui est une remise en cause totale et profonde des ambitions et défis que représente la réussite de tous les jeunes.

Bien sûr ils multiplient les angles d'attaques, hier le supérieur et le primaire, le lycée professionnel, aujourd'hui la formation des maîtres, demain le Lycée. Bien sûr ils savent utiliser au mieux les carences et échecs du système (que nous dénonçons nous-mêmes), ils tentent d'acheter les quelques fonctionnaires qui resteront au prix de la précarité de tous les autres. Mais, non, ce n'est pas « compliqué ». C'est bien parce que nous sommes depuis des années sur la défensive que nous ne réussissons pas, ou ne voulons pas, rendre clairs les objectifs poursuivis : ils veulent en finir avec ceux portés, depuis le plan Langevin-Wallon (jamais mis en œuvre), d'une école instrument de plus grande justice sociale, d'un droit à l'éducation pour tous. C'est

même l'abandon de la fameuse « égalité des chances » -qui n'est pas la même chose que la réussite de tous - C'est « moins d'école, moins de personnels, moins d'heure de cours » et une privatisation accélérée via, notamment, la suppression de la carte scolaire. Cela donne l'individualisation (appelée « autonomie ») comme seul modèle pédagogique avancé pour traiter la difficulté scolaire. C'est l'externalisation du « soutien ». Dans « l'égalité des chances » c'est la chance qui l'emporte, il faut savoir la saisir ... en travaillant !

L'urgence n'est donc pas pour nous de négocier ou de tenter d'aménager des réformes dangereuses, mais bien de dénoncer clairement ce qui se met en place. De l'expliquer non seulement aux personnels mais aux usagers et à la société. De trouver les moyens, tous les moyens, d'intervenir dans le débat public, de faire se rencontrer parents, enseignants et chercheurs, d'agir. **L'unité qui s'est faite pour la campagne et la manifestation du 19 peut en être le début, ne le loupons-pas.**

Abandonnant une grève de rentrée, pour un 7 octobre auquel la FSU a essayé, à la mesure de ses moyens de donner un contenu et une forme combative et rassembleuse, nous nous retrouvons à nouveau dans une situation ingérable. Condamnée soit à faire seuls une grève interprofessionnelle, soit à tenter de faire de cette journée interprofessionnelle, la première grève de l'éducation contribuant à la construction du mouvement social pour l'école qu'elle recherche. Les deux termes de l'alternative étant piégés.

Sans oublier la mise en place du SMA qui va rendre beaucoup plus difficile les luttes dans toute l'Education Nationale.

Nous n'avons donc malheureusement plus le choix, ou plutôt il en nous reste plus qu'à assumer celui que nous avons fait fin août en nous alignant sur le 7. Il nous reste à tout faire pour que le 7, marque le premier sursaut face à la politique Sarkozy-Fillon-Darcos.

La France en guerre

La France est en guerre en Afghanistan. Certains viennent de le découvrir douloureusement. Rien, ni en Afghanistan, ni en Irak, ni en Iran, ni en Afrique ne justifie l'intervention militaire de la France ou d'un autre pays de l'OTAN. Nous savons bien que la montée des intégristes, l'influence des terroristes se nourrissent de ces politiques.

La FSU doit donc continuer à exiger, sans conditions, le retrait des forces françaises.

En Palestine, non seulement le « processus de paix » tant annoncé ne progresse pas, mais les colonisations et l'enfermement eux se poursuivent selon la bonne vieille pratique du fait accompli. Si nous nous réjouissons de la percée du blocus de Gaza par un bateau de la solidarité internationale, nous devons mobiliser nos forces pour poursuivre le travail de solidarité et d'échanges avec les palestiniens et les forces israéliennes pour la paix.